

**Moussa THIOYE**  
**Professeur à l'Université Toulouse Capitole**  
**Membre de l'IEJUC**

**ACTIVITE SCIENTIFIQUE : LISTE CLASSEE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS**

☞ **OUVRAGES INDIVIDUELS ET DIRECTION D'OUVRAGES COLLECTIFS**

- 1- Précis de droit de la construction, Editions Le Moniteur, juillet 2023.
- 2- Droit des intermédiaires immobiliers, Litec / LexisNexis, 1<sup>re</sup> éd., 2010 ; 2<sup>e</sup> éd., 2012 ; 3<sup>e</sup> éd., 2016 ; 4<sup>e</sup> éd., 2020.
- 3- Droit commercial, collection « Fiches », Ellipses, 2015.
- 4- Recherches sur la conception du prix dans les contrats, PUAM, 2004, préf. D. Tomasin.
- 5- L'intermédiation professionnelle (ss dir. M. Thioye), Presses de l'UT1 Capitole, 2019.

☞ **CHAPITRES D'OUVRAGES**

- 6- Garantie des vices cachés dans la vente : la Cour de cassation n'est pas toujours une fidèle « bouche qui prononce les paroles de la loi », *in* Mélanges en hommage au Professeur Daniel Tomasin, « Par le droit immobilier et au-delà », Dalloz, 2022, p. 587-601.
- 7- Les constantes de la force majeure dans le « Code civil des Français » et le « COCC » sénégalais, *in* Mélanges en l'honneur du Doyen Isaac Yankhoba Ndiaye, L'Harmattan, 2021, p. 1161-1180.
- 8- Un bien-construction : l'ouvrage (une chose appropriée au confluent du droit des biens et du droit de la construction), *in* Mélanges en l'honneur de D. Gibirila, Presses UT1 Capitole, 2020, p. 699-714.
- 9- La commercialisation de l'agriculture, *in* Ecrits de droit de l'entreprise, *in* Mélanges en l'honneur de Patrick Serlooten, Dalloz, 2015, p. 453-469.
- 10- Code des baux, Dalloz, éd. depuis 2011, commentaires.
- 11- Code de la copropriété, Dalloz, éd. depuis 2011, commentaires.
- 12- LexisPratique Vente d'immeuble, coordination de Vivien Zalewski-Sicard, LexisNexis, 1<sup>re</sup> éd., 2019-2020 ; 2<sup>e</sup> éd., 2020-2021 ; 3<sup>e</sup> éd., 2021-2022 ; 4<sup>e</sup> éd., 2022-2023.
- 13- Les grandes décisions de droit des assurances, sous la direction de Jean-Michel Do Carmo Silva et Didier Krajieski, préf. De B. Beignier, Lextenso, 2022, p. 611-648.

- 14- La formation des contrats électroniques ou digitalisés, des principes classiques à l'épreuve de difficultés spécifiques, *in* Colloque à venir sur « Mutations financières, évolutions socio-économiques et transformation digitale à l'ère post-Covid », Institut Supérieur de Gestion de Sousse (Tunisie), 10 et 11 mars 2023, Actes à paraître.
- 15- Le droit coutumier africain, un droit à part entière et un droit largement à part, *in* Le métissage des droits en Afrique subsaharienne francophone, sous la direction de Caroline Gau-Cabée, journée d'études du 13 janvier 2021, Collection numérique Dikè n° 3, p. 65-71.
- 16- Intérêts comptables, fiscaux et juridiques de l'exercice en société (au regard de l'exercice en nom propre), avec C. DJAMA, *in* Colloque « Quel système fiscal pour Vanuatu », Port-Vila, 2 et 3 mai 2019, Ministri blong Edukesen, 2020, p. 219-240.
- 17- Le contrat de sous-traitance dans le domaine de la construction, *in* colloque « Sécuriser la sous-traitance. Quels nouveaux défis ? », Toulouse, 8 mars 2019, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019, p. 275-301.
- 18- L'intermédiation en droit immobilier, *in* colloque sur « L'intermédiation professionnelle », Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019, p. 121-149.
- 19- Le COCC du Sénégal, un « Code civil des Français » sous les Tropiques ?, *in* Colloque sur « Le Code des obligations civiles et commerciales : cinquante ans après », Ziguinchor (Sénégal), 24-26 novembre 2016, L'Harmattan, vol. 2, p. 569-587.
- 20- Le Vanuatu au confluent du pluralisme normatif, du pluralisme juridique et de la pluralité du droit : une diversité au secours ou au rebours de l'uni(ci)te du droit vanuatais ?, *in* Colloque « Le Vanuatu : oscillation entre diversité et unité », Port-Vila, 28 et 29 avril 2016, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2017, p. 285-295.
- 21- JurisClasseur Rural, fasc. 10, Production et marchés. Contrats individuels d'intégration, mise à jour 2014.
- 22- JurisClasseur Construction-Urbanisme (édition en ligne), E-fascicule Entremise et gestion immobilière, 2009, avec une actualisation pluriannuelle.
- 23- JurisClasseur Construction-Urbanisme 2008, fasc. 248-20 : Entremise et gestion immobilières - Réglementation des opérations / JurisClasseur Géomètre expert - Foncier 2008, fasc. 20 : Entremise et gestion immobilière - Réglementation des opérations / Juris-Classeur Bail à loyer 2008, fasc. 830 et 840. Mise à jour 2019.
- 24- JurisClasseur Construction - Urbanisme 2007, fasc. 248-10 : Entremise et gestion immobilières - Réglementation des activités / JurisClasseur Géomètre expert - Foncier 2007, fasc. 10 : Entremise et gestion immobilière - Réglementation des activités / Juris-Classeur

Bail à loyer 2008, fasc. 810 et 820. Mise à jour 2019.

25- JurisClasseur Civil 2007, fasc. 60 : Louage d'ouvrage et d'industrie - Contrat d'entreprise - Perte de la chose et risques du contrat / JurisClasseur Notarial 2007, fasc. 60 : Louage d'ouvrage et d'industrie - Contrat d'entreprise - Perte de la chose et risques du contrat. Actualisation en 2013 et 2021.

26- JurisClasseur Civil 2007, fasc. 20 : Louage d'ouvrage et d'industrie - Contrat d'entreprise - Marché à forfait / JurisClasseur Notarial 2007, fasc. 62 : Louage d'ouvrage et d'industrie - Contrat d'entreprise - Marché à forfait. Actualisation en 2013 et 2021.

27 Formulaire commenté Droit immobilier : construction et gestion d'immeuble, Lamy S.A, 2003 (ouvrage collectif sous la direction de Madame C. Saint-Alary-Houin), avec une actualisation annuelle.

28- Formulaire commenté Droit immobilier : vente d'immeuble et opérations d'aménagement, Lamy S.A, 2003 (ouvrage collectif sous la direction de Madame C. Saint-Alary-Houin), avec une actualisation annuelle.

29- Lamy Manutention, Lamy S.A, juin 2002 (ouvrage collectif).

30- JurisClasseur Copropriété, fasc. 88-20, Syndic de copropriété - Désignation du syndic, refonte, 2021.

31- JurisClasseur Copropriété, fasc. 88-30, Contrat de syndic, refonte, 2021.

32- JurisClasseur Copropriété, fasc. 90-10, Syndic de copropriété – Missions, refonte, 2021.

33- JurisClasseur Copropriété, fasc. 91-20, Syndic de copropriété – Règles de responsabilité, refonte, 2021.

34- JurisClasseur Copropriété, fasc. 71, Charges communes – Règles de répartition, refonte, 2022.

35- JurisClasseur Copropriété, fasc. 72, Charges communes – Modification de la répartition par l'assemblée générale, refonte, 2022.

36- JurisClasseur Copropriété, fasc. 73, Charges communes – Modification de la répartition par voie judiciaire, refonte, 2022.

37- La loi Elan, LexisNexis, 2019 (ouvrage collectif avec les contributions d'Isabelle Baudinaud, David Boulanger, Jacques Buisson, Patrice Cornille, Christelle Coutant-Lapalus, Xavier Couton, Gwenaëlle Durand-Pasquier, Vanina Ferracci, Barbara Fourcade, Pascal Gareau, Arthurw Gayet, Thomas Gilliocq, Neyla Gonzalez-Gharbi, Jacques Lafond, Christian Laporte, Agnès Lebatteux, Gaëlle Lecouëdic, Céline Lherminier, Joël Monéger, Hugues Périnet-Marquet, Laetitia Santoni, Frédérick Schaufelberger, Christophe Sizaire, Moussa

Thioye, Roland Vandermeeren, Béatrice Vial-Pedroletti, Vivien Zalewski-Sicard).

## ☛ ARTICLES DE DOCTRINE

- 38- La formation du contrat de vente d'immeuble, *in* Colloque sur « L'immeuble dans l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux », Université de Nîmes, 17 mars 2023, à paraître à la Revue des loyers.
- 39- Part respective de la tradition et de la modernité dans les droits de la famille des pays d'Afrique Noire francophone, *Rev. int. dr. comp.*, n° 2-2005, p. 345-397.
- 40- La réception tacite de l'ouvrage immobilier, *Opérations immobilières*, Le Moniteur, novembre 2022, n° 149, p. 7-9.
- 41- Libres propos sur l'admission de la faculté d'annulation amiable du congé pour vendre nul, coécrit avec Me Charles Brenac, notaire à Toulouse, *AJDI* 2022, p. 663-665.
- 42- Libre opinion sur l'existence et/ou l'exigibilité des loyers commerciaux à l'épreuve des turbulences générées par la crise sanitaire, *JCP E* 2022, 1201.
- 43- Actualité de la vente d'immeubles, avec D. Gantschnig, J. Laurent, M. Poumarède et V. Zalewski-Sicard, *JCP N* 2021, 1293, p. 30.
- 44- Libre opinion sur l'article 15 de « l'offre de réforme du droit des contrats spéciaux » de l'association Henri Capitant, *AJDI* 2021, p. 81-82 ; *Dalloz Actualité*, 3 février 2021.
- 45- Heurs et malheurs d'une condition suspensive de pratique courante : plaider pour un retour à une lecture rigoureuse de la loi, coécrit avec Me Charles BRENAC, notaire à Toulouse, *AJDI* 2019, p. 614-619 ; *SNH*, n° 18 du 28 mai 2020, p. 13-20.
- 46- Le CNTGI nouveau est arrivé !, *AJDI* 2019, p. 437-439.
- 47- Le crépuscule du droit à indemnisation de l'agent immobilier à l'aube du « droit à l'égoïsme » des tiers, *AJDI* 2019, p. 249-251.
- 48- Focus sur le décret n° 2019-179 du 7 mars 2019 pris pour l'application de l'article 4-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, *AJDI* 2019, p. 254.
- 49- - Les incidences de la loi ELAN sur le droit des intermédiaires immobiliers, Loyers et copropriété, janvier 2019, n° 1, étude n° 3, p. 17-22.
- 50- La loi ELAN et l'intermédiation immobilière, *AJDI* 2019, p. 54-57.
- 51- L'avènement de la carte professionnelle européenne d'agent immobilier, *AJDI* 2017, p. 824-827.
- 52- Les mandats d'entremise et de gestion immobilières et la réforme du droit commun des contrats, *Droit et Ville* 2017, n° 83, p. 179-190.

- 53- CNTGI : ce qui change, AJDI 2017, p. 483-488.
- 54- Traitement par le notaire du congé pour vendre irrégulier dans le cadre d'une vente immobilière, coécrit avec Me Charles Brenac, notaire à Toulouse, Defrénois, 15 mai 2017, p. 551-558.
- 55- Les incidences sur mesure de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 sur le mandat de gestion immobilière, Loyers et coprop., janvier 2017, n° 1, étude 1, p. 9-12.
- 56- L'impact de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté sur le droit des intermédiaires immobiliers, AJDI 2017, p. 263-266.
- 57- De la formation continue des intermédiaires immobiliers. Commentaire du décret n° 2016-173 du 18 février 2016, AJDI 2016, p. 412-413.
- 58- L'impact de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 sur le droit de l'intermédiation immobilière, AJDI 2016, p. 340-343.
- 59- La loi Macron et les intermédiaires immobiliers, AJDI 2015, p. 670.
- 60- Le volet réglementaire du renforcement de la formation, de la déontologie et du contrôle des professions de l'immobilier, AJDI 2015, p. 675-679.
- 61- La responsabilité décennale à raison de l'impropriété de l'immeuble à sa destination, *in* colloque de l'IEJUC, Destinations et usages de l'immeuble, Toulouse, 30 juin 2015, Droit et Ville, n° 80/2016, p. 53-66.
- 62- Focus sur les aspects de droit rural de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, Revue 29 droit rural, août-septembre 2014, n° 425, étude n° 13, p. 85-88.
- 63- L'intermédiation immobilière dans la loi ALUR, Droit et Ville, n° 78/2014, p. 229-243.
- 64- Le renforcement de la formation, de la déontologie et du contrôle des professions de l'immobilier, AJDI 2014, p. 362-371
- 65- L'utilisation des standards juridiques par le juge, *in* Colloque sur « Le standard juridique », Toulouse, 20 février 2014, actes inédits, contribution publiée à Revue de la recherche juridique n° 2014-4, p. 1669-1686.
- 66- Responsabilité décennale et travaux (neufs) sur (ouvrages) existants, *in* colloque de l'IEJUC, La surélévation des immeubles en copropriété, 16 janvier 2014, Droit et Ville, n° 77/2014, p. 217-228.
- 67- Les intermédiaires immobiliers dans le projet de loi ALUR, AJDI 2013, n° 9, p. 585-591.
- 68- L'apport en société d'un fonds de commerce, Journal des Sociétés 2013, n° 111, p. 16-22.
- 69- La VEFA, une bombe à retardement ?, *in* Colloque organisé par le Master 2 Droit notarial

de l'Université Toulouse 1 Capitole, Les contours de la responsabilité civile du notaire, Toulouse, 31 janvier 2013, Droit et Ville, n° 75/2013, p. 139-149

70- Surfaces et vente immobilière, *in* Colloque de l'IEJUC, Les surfaces de l'immeuble bâti, Toulouse, 29 novembre 2012, Droit et Ville, n° 75/2013, p. 63-85.

71- Les obstacles juridiques au droit à rémunération de l'agent immobilier, Revue Lamy droit des affaires, juin 2012, comm. 4083, p. 34-41.

72- Focus sur le droit au logement opposable, Droit de la famille, mars 2011, comm. 8, p. 14-16.

73- Assouplissement du statut des intermédiaires immobiliers. Commentaire du décret n° 2010-1707 du 30 décembre 2010 modifiant le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972, AJDI avril 2011, p. 267-270.

74- Dernière actualité législative et réglementaire des intermédiaires immobiliers, AJDI 2008, p. 661-664.

75- Modernisation du statut des intermédiaires immobiliers. Commentaire du décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005 modifiant le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972, AJDI, n° 1/2006, p. 7-15.

76- Part respective de la tradition et de la modernité dans les droits de la famille des pays d'Afrique Noire francophone, Rev. int. dr. comp., n° 2-2005, p. 345-397.

77- Retour sur un thème rémanent du droit de la construction : la réparabilité des dommages futurs et évolutifs, RDI, n° 3/2004, p. 229-238.

78- L'élargissement du cercle des « parties » dans le bail d'habitation, AJDI, n° 6/2002, p. 432-436.

79- La jurisprudence récente en matière de mandats d'entremise et de gestion, Droit et ville, n° 62/2006, p. 155-186.

80- Le casse-tête récurrent du bref délai de l'article 1648 du Code civil : du contournement à la « neutralisation », LPA, 21 août 2000, n° 166, p. 6-12.

81- Le problème des dommages futurs et évolutifs, *in* Colloque sur « Responsabilités et assurances des constructeurs », Toulouse, 1<sup>er</sup> et 2 mars 2007, Droit et ville, n° 63/2007, p. 37-58.

82- La qualification de sous-traitance. Sous-traitance et contrat de vente ou de fourniture, *in* Colloque sur « La sous-traitance », Toulouse, 21 novembre 2003, Droit et ville, n° 57/2004, p. 125-143.

## ☞ COMMENTAIRES DE DECISIONS DE JUSTICE

- 83- Applicabilité de la loi Hoguet à un « apport d'affaires » valant opération d'entremise, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 21 septembre 2022, AJDI 2023, p. 359-361.
- 84- Commercialisation et défiscalisation : responsabilité extracontractuelle de l'intermédiaire manquant à son devoir de conseil, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 21 septembre 2022, AJDI 2023, p. 361-361-362.
- 85- Obstacles au droit à rémunération et à indemnisation de l'agent immobilier : pas de renvoi de QPC, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 7 juillet 2022, AJDI 2023, p. 54-56.
- 86- Changement de garant non concomitant à la cessation de la garantie : pas d'avis complémentaire à publier par l'ancien garant !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 mars 2022, AJDI 2022, p. 460-462.
- 87- L'indemnisation de l'agent immobilier, *via* une clause pénale, demeure un chemin semé d'embûches, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 juin 2022, AJDI 2022, p. 776-777.
- 88- Conditions de validité de l'engagement de rémunérer l'agent immobilier intervenu sans mandat... régulier : évolution jurisprudentielle ou distraction judiciaire ? , note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 décembre 2021, AJDI 2022, p. 372-373.
- 89- Le débiteur de la rémunération de l'agent immobilier ne peut être qu'une partie à l'opération réalisée, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 septembre 2021, AJDI 2022, p. 300-301.
- 90- Achat par une société ayant le même gérant que la société mandataire : l'interposition doit être établie !, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 20 octobre 2021, AJDI 2022, p. 302-303.
- 91- Mandat nul pour omission des nom et qualité du collaborateur-négociateur et privation de droit à rémunération : une mesure textuelle conforme à la Conv. EDH, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 12 novembre 2020, AJDI 2021, p. 616-617.
- 92- Une activité de « conseil opérationnel en immobilier d'entreprise » qualifiée d'activité d'entremise au sens de la loi Hoguet !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 novembre 2020, AJDI 2021, p. 544-546.
- 93- Agent immobilier : les fruits amers de la négociation sans mandat écrit préalable, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 1<sup>er</sup> juillet 2020, AJDI 2021, p. 299-301.
- 94- Gestion locative et défiscalisation : la perte d'une chance de bénéficier d'un avantage fiscal et celle de ne pas payer des intérêts moratoires sont des préjudices réparables, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 3 février 2021, AJDI 2021, p. 787-788.
- 95- Agence commerciale immobilière : les conditions de la licéité de la substitution d'une personne morale à la personne physique titulaire de l'attestation d'habilitation, note sous

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 3 février 2021, AJDI 2022, p. 299-300.

96- Obligation de conseil et de mise en garde de l'agent immobilier contre le risque d'insolvabilité du candidat-acheteur, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 11 décembre 2019, AJDI 2020, p. 469-470.

97- Mandat d'entremise : l'agent immobilier doit s'assurer de la solvabilité des candidats à la location, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 11 mars 2020, AJDI 2020, p. 776.

98- Le mandat d'entremise n'est pas, en principe, un « mandat représentatif » mais un simple courtage, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 5 février 2020, AJDI 2020, p. 699-700.

99- Airbnb n'a pas besoin d'avoir une carte professionnelle !, note sous CJUE, gr. ch., 19 décembre 2019, Dalloz Actualité, 21 janvier 2020 ; AJDI 2020, p. 458-462 ; Dalloz actualité, 21 janvier 2020.

100-La loi Hoguet applicable indépendamment de la profession du mandant mais « hors-jeu » dans les sous-mandats immobiliers, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 9 janvier 2019 et 23 janvier 2019, AJDI 2019, p. 641-642.

101- L'agent immobilier victime collatérale de l'habileté juridique de son mandant et des tiers : toute peine ne mérite pas salaire !, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 13 mars 2019, AJDI 2019, p. 724-725.

102- Un lot de consolation pour l'agent immobilier contractuellement trahi : la clause pénale, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ. 23 janvier 2019, AJDI 2019, p. 723-724.

103- La théorie de l'enrichissement sans cause toujours incompatible avec les dispositions impératives de la loi Hoguet !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 31 janvier 2018, AJDI 2019, p. 143-144.

104- Le droit à indemnisation de l'agent immobilier à l'épreuve de la procédure civile, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 10 avril 2019, AJDI 2019, p. 810-811.

105- Droit de rétractation de l'acquéreur et responsabilité contractuelle de l'intermédiaire rédacteur d'acte, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 21 mars 2019, AJDI 2020, p. 54-55.

106- VEFA : mis sous le boisseau, le droit commun des obligations reste susceptible de bondir de son embuscade ! note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 14 février 2019, Lexbase Hebdo, Edition privée générale, n° 776, mars 2019.

107- Incompatibilité de la théorie de l'enrichissement sans cause avec la loi Hoguet ! , note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 18 juin 2014, AJDI 2015, p. 136-137.

108- Revirement de jurisprudence : nullité relative du contrat en cas de non-respect des règles impératives régissant la forme de la vente d'immeuble à construire, Lexbase Hebdo,



Edition privée générale, n° 763, 29 novembre 2018 (revue en ligne).

109- Irrespect du formalisme de la loi Hoguet : nullité relative, note sous Cass. ch. mixte, 24 février 2017, AJDI 2017, p. 612-614.

110- Légalité de l'arrêté du 28 juillet 2014 portant nomination au CNTGI : l'agent commercial... immobilier n'est pas un agent immobilier, note sous TA Paris, 2 décembre 2016, n° 1501904/6-1, AJDI 2017, p. 296-299.

111- Mandat d'entremise : l'agent immobilier doit s'assurer de la solvabilité des candidats à la location, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 novembre 2016, AJDI 2017, p. 367-368.

112- Clause pénale : l'indemnisation de l'agent immobilier est aussi une course d'obstacles, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 novembre 2016, AJDI 2017, p. 218-220.

113- De la réception tacite d'un ouvrage inachevé, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 18 mai 2017, Lexbase Hebdo, Edition privée générale, n° 700, 1<sup>er</sup> juin 2017 (revue en ligne).

114- Manquement de l'intermédiaire rédacteur d'acte à son devoir d'efficacité, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 14 janvier 2016, AJDI 2016, p. 529-531.

115- Gestion locative : responsabilité contractuelle du mandataire professionnel pour manquement à ses obligations de droit commun, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 novembre 2015, AJDI 2016, p. 62-63.

116- Agent immobilier : rémunération en cas de « double mandatement » : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 9 avril 2015, AJDI 2016, p. 58-59.

117- Défaillance de la condition suspensive d'obtention d'un prêt et droit à indemnisation de l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 4 février 2015, Droit et Ville 80/2016, p. 225-228.

118- Clause pénale : mise en œuvre subordonnée à la preuve par l'agent immobilier de la faute contractuelle du mandant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 5 mars 2015, Droit et Ville 80/2016, p. 218-224.

119- La nullité cantonnée à la seule clause pénale non mentionnée en caractères très apparents, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 5 mars 2015, Droit et Ville 80/2016, p. 212-217.

120- Agent immobilier : exigence *ad solemnitatem* d'un mandat écrit préalablement à toute négociation, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 18 décembre 2014, Droit et Ville 80/2016, p. 209-211.

121- Agent immobilier et tiers acheteur : aucun droit à rémunération avec un simple bon de visite et aucun droit à réparation sans manœuvres frauduleuses, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 18 février 2015, Droit et Ville 80/2016, p. 203-208.

122- Gestion locative : responsabilité contractuelle du mandataire professionnel pour

manquement à ses obligations de droit commun, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 novembre 2015, AJDI 2016, p. 62-63.

123- Investissement immobilier et défiscalisation : devoir de mise en garde et responsabilité délictuelle de l'intermédiaire, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 29 octobre 2015, AJDI 2016, p. 61-62.

124- Agent immobilier : droit à double rémunération en cas de « double mandatement », note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 9 avril 2015, AJDI 2016, p. 58-59.

125- Etendue des restitutions en valeur après annulation d'un contrat d'intégration : les bénéficiaires de l'intégrateur déclarés hors-jeu, Revue de droit rural 2015, n° 432, p. 37-38.

126- Caducité d'un compromis de vente et neutralisation subséquente de la clause pénale y stipulée, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 9 juillet 2014, AJDI 2015, p. 139-140.

127- Privation de droit à rémunération en cas d'exercice irrégulier de l'activité d'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 18 juin 2014, AJDI 2015, p. 138-139.

128- Achat par le négociateur salarié de l'agent immobilier : l'article 1596 du Code civil inapplicable, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 18 juin 2014, AJDI 2015, p. 135-136.

129- Incompatibilité de la théorie de l'enrichissement sans cause avec la loi Hoguet !, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 18 juin 2014, AJDI 2015, p. 136-137.

130- Inapplicabilité de la loi Hoguet aux sous-mandats de transaction, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 30 avril 2014, AJDI 2015, p. 55.

131- Nullité de mandats d'entremise pour indétermination de leur objet matériel, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 19 décembre 2013, AJDI 2014, p. 538-539.

132- Clause pénale et défaillance de la condition suspensive d'obtention de prêt, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 27 novembre 2013, AJDI 2014, p. 467-468.

133- Epoux communs en biens : la règle de cogestion inapplicable au « mandat d'entremise » réduit à un courtage, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 20 novembre 2013, AJDI 2014, p. 537-538.

134- Droit à rémunération de l'agent immobilier malgré la renonciation des parties à réitérer leur compromis par acte authentique, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 mai 2013, AJDI 2014, p. 848-850.

135- Responsabilité contractuelle du mandant à l'égard d'un candidat acheteur présenté par l'agent immobilier, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 26 février 2013, AJDI 2013, p. 695-696.

136- Responsabilité contractuelle d'un mandant pour violation de son obligation de loyauté, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 juin 2012, AJDI 2013, p. 538-539.

137- Qualification d'une société en « professionnel de l'immobilier » soumis à la loi anti-

corruption du 29 janvier 1993, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 28 mars 2012, AJDI 2013, p. 130-132.

138- Nullité du mandat exclusif en l'absence de remise immédiate d'un exemplaire au mandant : fin du feuilleton !, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 12 avril 2012, AJDI 2012, p. 687-688.

139- Modalité d'information du mandant de l'accomplissement du mandat de vendre ou d'acheter : irrecevabilité du télégramme téléphoné !, note sous cour d'appel de Versailles, 3<sup>e</sup> ch., 23 février 2012, AJDI 2012, p. 449-450.

140- Aucun droit à rémunération pour l'agent (commercial) immobilier de fait !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 5 avril 2012, AJDI 2012, p. 452-453.

141- Intermédiation immobilière sans mandat écrit à cet effet : aucun droit à rémunération ou à indemnisation !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 mars 2012, AJDI 2012, p. 612-613.

142- Nullité du mandat et indemnisation de l'agent immobilier : la gestion d'affaires incompatible avec les dispositions d'ordre public de la loi Hoguet !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 22 mars 2012, AJDI 2012, p. 613-615.

143- Agent immobilier : absence de droit à rémunération ou à indemnisation en cas d'indétermination du montant et/ou du débiteur de ladite rémunération, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 mars 2012, 2 esp., AJDI 2012, p. 451-452.

144- Perte de chance de rémunération : la responsabilité délictuelle d'un tiers suppose une faute ou une fraude prouvée, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 6 octobre 2011, AJDI 2012, p. 773-774.

145- Révocation (indirecte) d'un mandat de gestion locative par la vente du bien géré, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 17 novembre 2011, AJDI 2012, p. 534-535.

146- Agent commercial immobilier : application exclusive du statut de collaborateur-négociateur, note sous Cass. com., 18 octobre 2011, AJDI 2012, p. 295-296.

147- Responsabilité délictuelle de l'agent immobilier pour violation de son obligation d'information et de conseil, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 7 septembre 2011, AJDI 2012, p. 294-296.

148- Exigibilité d'une clause pénale en cas de vente directe ou assimilée à un acheteur présenté par l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 octobre 2011, AJDI 2012, p. 369-370.

149- Méthode d'évaluation du préjudice lié à la perte d'une chance de réaliser l'affaire, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 janvier 2010, AJDI 2011, p. 468-469.

150- Dispense du mandant de déclarer sa créance de restitution au passif de l'agence

immobilière en liquidation judiciaire, note sous Cass. com., 15 février 2011, AJDI 2011, p. 645.

151- Activité habituelle de transaction immobilière : seule la collaboration régulière est permise à l'agent commercial, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 avril 2011, AJDI 2011, p. 646-647.

152- Agent immobilier : exigence d'un mandat écrit avant toute négociation !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 avril 2011, AJDI 2011, p. 719-721.

153- Intermédiaires immobiliers : confirmation de l'abandon de la théorie du mandat apparent, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 avril 2011, AJDI 2011, p. 721-722.

154- Devoir de conseil des professionnels prônant leur concours à des opérations portant sur des logements locatifs conventionnés, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 avril 2011, AJDI 2011, p. 811-812.

155- Agent immobilier : le droit à rémunération est décidément une course d'obstacles, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 26 mai 2011, AJDI 2011, p. 881-882.

156- Agent immobilier : toute peine ne mérite pas salaire !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 23 juin 2011, AJDI 2012, p. 51-52.

157- Agent immobilier : l'irrégularité du mandat n'est pas un obstacle à la responsabilité délictuelle à l'égard des tiers, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 octobre 2010, AJDI 2011, p. 550-551.

158- Indemnisation de la perte d'une chance consécutive à la violation d'une obligation d'information et de conseil, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 9 décembre 2010, AJDI 2011, p. 552-553.

159- Droit à rémunération de l'agent immobilier : l'acte écrit contenant l'engagement des parties peut être sous seing privé, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 9 décembre 2010, AJDI 2011, p. 553-554.

160- Agent immobilier : point de droit à rémunération par novation d'une obligation naturelle en obligation civile, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 6 janvier 2011, AJDI 2011, p. 643-644.

161- Nouvelle application de la loi Hoguet à un « mandat d'agent commercial » !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 17 février 2011, AJDI 2011, p. 393-395.

162- Pluralité de mandats : droit de rétractation et fraude au droit à rémunération de l'un des intermédiaires ?, note sous TGI Paris, 2<sup>e</sup> ch., 2<sup>e</sup> section, 10 juin 2010, AJDI 2011, p. 157-159.

- 163- Nullité du mandat exclusif en l'absence de remise immédiate d'un exemplaire au mandant : suite du feuilleton !, note sous CA Lyon, 1<sup>re</sup> ch. civ. B, 26 octobre 2010, AJDI 2011, p. 230-231.
- 164- Obligation de conseil de l'agent immobilier : la responsabilité contractuelle suppose un manquement, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 juin 2009, AJDI 2011, p. 332-333.
- 165- Exercice du droit de rétractation et fraude au droit à rémunération d'un mandataire non exclusif ?, note sous TGI de Paris, 10 juin 2010, AJDI 2011, p. 157-159.
- 166- Portée du devoir de conseil du notaire rédacteur d'un avant-contrat de vente, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 mars 2010, AJDI 2010, p. 914-915.
- 167- Limites au devoir de conseil du rédacteur d'actes, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 mars 2010, AJDI 2010, p. 911-913.
- 168- Réticence dolosive du vendeur nonobstant l'attestation d'information fournie par l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 3 mars 2010, AJDI 2010, p. 909-911.
- 169- Agent immobilier : une simple lettre ne peut valoir mandat !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 avril 2010, AJDI 2011, p. 156-157.
- 170- Encore une application de la loi Hoguet à un collaborateur-négociateur indépendant !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 janvier 2010, AJDI 2010, p. 819-820.
- 171- Nullité du mandat exclusif en l'absence de remise immédiate d'un exemplaire au mandant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 février 2010, AJDI 2010, p. 820-821.
- 172- Révocabilité partielle, ad nutum, du mandat exclusif : qui peut le plus, peut le moins !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 février 2010, AJDI 2010, p. 907-909.
- 173- Méthode d'évaluation du préjudice lié à la perte d'une chance de réaliser l'affaire, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 janvier 2010, AJDI 2011, p. 468-469.
- 174- Agent immobilier : inapplicabilité du régime du démarchage à la transmission d'une offre d'achat faite au domicile du mandant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 14 janvier 2010, AJDI 2010, p. 743-744.
- 175- Agent immobilier : mission complexe de commercialisation et applicabilité de la loi Hoguet, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 décembre 2009, AJDI 2010, p. 571-572.
- 176- Faute professionnelle et responsabilité civile du notaire rédacteur d'un acte de partage, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 novembre 2009, AJDI 2010, n° 6-2010, p. 493-494.
- 177- Professions immobilières : nouvelle illustration du recul de la théorie de l'apparence, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 5 novembre 2009, AJDI n° 6-2010, p. 492-493.
- 178- Des sanctions de l'indétermination du débiteur de la rémunération dans un

mandat d'entremise, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 octobre 2009, AJDI n° 5-2010, p. 406-407.

179- Défaillance de la condition suspensive d'obtention d'un prêt et droit à rémunération de l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 24 septembre 2009, AJDI n° 5-2010, p. 404-405.

180- Droit de rétractation : opposabilité au vendeur de la notification faite à son mandataire, note sous CA Paris, 14<sup>e</sup> ch. - sect. A, 4 février 2009, Société L'Immobilier Transactions c/ époux Thérasse-Poullain, n° 08-18048, AJDI n° 1-2010, p. 65-67.

181- Indemnisation du mandataire privé de la réalisation de l'affaire par le fait du mandant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 juin 2009, 2 esp., AJDI n° 3-2010, p. 243-245.

182- Notaire : requalification d'un « mandat de vente » en simple « contrat d'entremise », note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 17 juin 2009, AJDI n° 2-2010, p. 155-156.

183- Résolution amiable d'un compromis de vente et droit à commission de l'intermédiaire, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 avril 2009, AJDI n° 11-2009, p. 815-816.

184- Devoir de conseil de l'agent immobilier relativement à la capacité financière de l'acheteur, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 avril 2009, AJDI n° 10/2009, p. 739.

185- Nullité de la vente conclue sur la base d'un mandat irrégulier, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 8 avril 2009, AJDI n° 12-2009, p. 890-892.

186- Gestion locative : négligence du gérant et indemnisation du mandant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 mars 2009, AJDI n° 10/2009, p. 738-739.

187- Défaillance de la condition suspensive d'obtention d'un prêt et droit à commission de l'agent immobilier, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 11 mars 2009, AJDI n° 9-2009, p. 648-649.

188- Diffusion d'annonces sur Internet et exercice illégal de la profession d'intermédiaire immobilier, note sous CA Dijon, ch. corr., 19 février 2009, AJDI n° 6/2009, p. 467-469.

189- Loi Hoguet et théorie du mandat apparent toujours incompatibles, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 11 décembre 2008, AJDI n° 5-2009, p. 380-381.

190- Vocation de l'assurance obligatoire à garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle de l'intermédiaire, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 octobre 2008, AJDI n° 4-2009, p. 315-316.

191- Enregistrement tardif d'une promesse unilatérale de vente et responsabilité du notaire, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 octobre 2008, AJDI n° 5-2009, p. 378-380.

192- La mise en demeure adressée au garant financier fait courir des intérêts moratoires au taux légal, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 octobre 2008, AJDI n° 3-2009, p. 221-223.

193- Responsabilité contractuelle de l'intermédiaire en gestion locative, note sous Cass. 1<sup>re</sup>

civ., 16 octobre 2008, AJDI n° 5-2009, p. 376-378.

194- Responsabilité délictuelle de l'agent immobilier pour violation de son obligation d'information et de conseil, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 septembre 2008, AJDI n° 2-2009, p. 146-148.

195- Prompte dénonciation d'un mandat exclusif et droit à rémunération ou à indemnisation, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 septembre 2008, AJDI n° 1-2009, p. 51-53.

196- Nullité de la vente pour opération de contrepartie par personne morale interposée, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 2 juillet 2008, AJDI n° 1-2009, p. 49-51.

197- Incertitude juridique et devoir de conseil des rédacteurs d'acte, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 juin 2008, AJDI n° 2-2009, p. 144-146.

198- Loi Hoguet et principe civiliste de la relativité des conventions, note sous Cass. 3<sup>e</sup> ch. civ., 3 juin 2008, AJDI n° 12-2008, p. 960-961.

199- Confirmation du changement de cap : la théorie du mandat apparent ne peut tenir en échec les règles impératives de la loi Hoguet !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> ch. civ., 5 juin 2008, AJDI n° 11-2008, p. 882-883.

200- Responsabilité délictuelle du tiers acquéreur ayant privé l'agent immobilier de droit à rémunération, note sous Cass. Ass. plén., 9 mai 2008, AJDI n° 11-2008, p. 878-879.

201- Mise en œuvre d'une clause pénale, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 novembre 2007, AJDI n° 9-2008, p. 696-697.

202- Conséquences de la négociation sans mandat écrit préalable, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 octobre 2007, AJDI n° 7/8-2008, p. 611-612.

203- Revirement de jurisprudence : la théorie du mandat apparent ne peut tenir en échec les règles impératives de la loi Hoguet !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 31 janvier 2008, AJDI n° 11-2008, p. 879-882.

204- Clauses abusives : les marchands de listes mis devant leurs responsabilités !, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 octobre 2007, AJDI n° 7/8-2008, p. 612-613.

205- Engagement postérieur de rémunérer les services d'un agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 octobre 2007, AJDI n° 9-2008, p. 695-696.

206- Indétermination du montant et du débiteur de la commission et exercice d'une saisie conservatoire, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 mai 2007, AJDI, n° 6-2008, p. 506-507.

207- Exercice irrégulier de l'activité d'entremise et droit à rémunération, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 mai 2007, AJDI, n° 6-2008, p. 505-506.

208- Entremise immobilière des notaires et interdiction d'affichage, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ.,

30 octobre 2007, AJDI, n° 6-2008, p. 507-509.

209- La loi Hoguet inapplicable à l'entremise dans la cession d'actions d'une société anonyme, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 14 juin 2007, AJDI, n° 4-2008, p. 315-316.

210- Sort de la vente conclue par un agent immobilier titulaire d'un simple mandat de recherche de clients et de négociation, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 27 juin 2006, AJDI, n° 12-2007, p. 938-939.

211- Droit à commission en l'absence de mention dans l'acte de vente, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 27 juin 2006, AJDI, n° 12-2007, p. 937-938.

212- Retour sur le domaine, l'objet et les conditions de mise en œuvre de la garantie financière des intermédiaires immobiliers, note sous Cour de cassation, 1<sup>re</sup> ch. civ., 3 avril 2007, AJDI, n° 11-2007, p. 858-860.

213- Effets de l'annulation de la vente sur le droit à rémunération de l'agent immobilier, note sous Cour de cassation, 1<sup>re</sup> ch. civ., 20 mars 2007, AJDI, n° 10-2007, p. 766-767.

214- Responsabilité de l'agent immobilier pour « légèreté blâmable » dans l'exécution de son mandat de location, note sous CA Paris, 6<sup>e</sup> ch. - sect. C, 20 février 2007, AJDI, n° 9-2007, p. 676-678.

215- Mandat de vente du logement familial donné par un seul conjoint et porte-fort, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 28 novembre 2006, AJDI, n° 5-2007, p. 409-411.

216- Mandat non exclusif et interdiction de traiter directement avec un acheteur présenté par la mandataire, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 16 mai 2006 et 30 mai 2006, AJDI, n° 1-2007, p. 52-54.

217- Légalité du refus préfectoral de viser des attestations d'habilitation, note sous CE, 8 juin 2006, AJDI, n° 11-2006, p. 852-853.

218- Droit à commission en cas de contradiction sur l'identité du débiteur, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 21 février 2006, AJDI, n° 6-2006, p. 485-486.

219- Commission et préemption à un prix inférieur à celui de la DIA, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 24 janvier 2006, AJDI, n° 6-2006, p. 484-485.

220- Etendue du devoir d'information et de conseil de l'intermédiaire, note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 29 novembre 2005, 2 espèces, AJDI, n° 5-2006, p. 396-397.

221 Défaillance de la condition suspensive d'obtention de prêt et droit à rémunération ou à indemnisation de l'agent immobilier, note sous 3 espèces : Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 novembre 2005, 29 novembre 2005 et 13 décembre 2005, AJDI, n° 4-2006, p. 303-305.

222- De la nécessité d'un mandat de gestion écrit, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 13 décembre



2005, AJDI, n° 7-8/2006, p. 586-587.

223- Episode européen de l'affaire du tableau d'amortissement : l'article 87-I de la loi de validation du 12 avril 1996 recalé par la Cour de Strasbourg, note sous Cour EDH, 14 février 2006, 2<sup>e</sup> section, 14 février 2006, Lecarpentier c/ France, JCP, éd. G., 2006, II, 10171, p. 1958-1962.

224- De l'appréciation du caractère nécessaire des travaux supplémentaires non prévus dans un marché à forfait, note sous CA Toulouse, 1<sup>re</sup> ch., 12 décembre 2005, CJAMP, n° 2006-2, p. 381.

225- Rescision d'une vente immobilière pour cause de lésion, note sous C.A. Toulouse, 1<sup>o</sup> Ch. I, 15 novembre 2004, CJAMP, n° 2005-1, p. 148.

226- Obligation de l'agent immobilier à raison de la promulgation de la loi « Carrez », note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 21 juin 2005, AJDI, n° 12-2005, p. 932-933.

227- Le négociateur habilité par l'agent immobilier ne peut être qu'une personne physique, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 février 2005, AJDI, n° 11-2005, p. 856-857.

228- Nullité du mandat et rémunération de l'agent immobilier par le titulaire du DPU, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 janvier 2005, AJDI, n° 10-2005, p. 756-757.

229- Défaut de mention du numéro d'inscription au registre des mandats sur l'exemplaire du mandat resté en la possession du mandant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 novembre 2004, AJDI, n° 5-2005, p. 415-416.

230- Point de mandat apparent sans croyance légitime du tiers dans l'étendue des pouvoirs d'un agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 14 décembre 2004, AJDI, n° 2-2005, p. 153-155.

231- Maintien de l'inapplicabilité du statut de l'agent immobilier à un « représentant mandataire commercial », note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 novembre 2004, AJDI, n° 3-2005, p. 237-239.

232- Domaine du statut de l'agent immobilier : la loi « Hoguet » déclarée applicable à un « agent commercial », note sous Cass. com., 7 juillet 2004, AJDI, n° 3-2005, p. 236-237.

233- Rémunération de l'agent immobilier : exigence impérative de détermination de son montant et de son débiteur dans l'engagement des parties, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 13 juillet 2004, AJDI, n° 5-2005, p. 325-326.

234- Absence de responsabilité de l'agent immobilier pour vices cachés de l'immeuble vendu, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 mai 2004, AJDI, n° 11-2004, p. 828-829.

235- Le manque de transparence de l'administrateur de biens est pour lui source

d'engagement personnel vis-à-vis des tiers, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 12 mai 2004, AJDI, n° 10-2004, p. 746-747.

236- De la notion de mandat apparent et de ses conséquences, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 12 mai 2004, AJDI, n° 12-2004, p. 909-911.

237- Droit à commission ou à réparation de l'agent immobilier : le bon de visite toujours recalé, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 27 avril 2004, AJDI, n° 9-2004, p. 658-659.

238- Transaction directement conclue avec le vendeur : l'acheteur non débiteur de la commission ne peut être condamné, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 27 avril 2004, AJDI, n° 7-8/2004, p. 577-578.

239- Appréciation stricte des conditions d'application de la garantie financière des intermédiaires immobiliers, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 7 avril 2004, AJDI, n° 7-8/2004, p. 575-576.

240- Nullité du mandat irrégulier et mise en cause de la responsabilité délictuelle du mandant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 3 février 2004, AJDI, n° 6-2004, p. 484-485.

241- Champ, objet et conditions de la garantie financière des agents immobiliers, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 21 octobre 2003, AJDI, n° 4-2004, p. 315-316.

242- La renonciation de l'agent immobilier à sa commission suppose une manifestation de volonté sans équivoque, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 1<sup>re</sup> civ., 3 février 2004, AJDI, n° 3-2004, p. 225-226.

243- De l'inapplicabilité du statut de l'agent immobilier à un « représentant mandataire commercial », note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 13 novembre 2003, AJDI, n° 2-2004, p. 142-144.

244- La loi « Hoguet » est inapplicable aux conventions de rémunération conclues entre le mandataire initial et un négociant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 janvier 2003, AJDI, n° 1-2004, p. 51-52.

245- Questions-réponses sur les « Problèmes actuels de l'urbanisme et de l'habitat », in Journée IEJUC, Toulouse, 7 octobre 2003, Droit et ville, n° 56/2004, p. 39-95, coécrit avec F. Bouyssou, F. Jammes, D. Tomasin et L. Valette.

246- De l'annulation d'une vente électronique pour lapsus calami ou erreur matérielle d'étiquetage informatique du prix, note sous TI de Strasbourg, 24 juillet 2002, Revue Communication - Commerce électronique, mars 2004, commentaire n° 30, p. 30-32.

247- Absence de réalisation effective de la vente et droit à commission de l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 3 juin 2003, AJDI, n° 11-2003, p. 789-791.

248- Obligation de conseil de l'agent immobilier et garantie contre les vices cachés de

l'immeuble, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 26 février 2003, AJDI, n° 9-2003, p. 609-611.

249- Autonomie de la garantie financière des agents immobiliers, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 juin 2002, AJDI, n° 7-8/2003, p. 529-530.

250- Défaut de mention du numéro d'inscription au registre des mandats sur l'exemplaire du mandat resté en la possession du mandant, note sous cour d'appel de Paris, 5 juillet 2002, AJDI, n° 6/2003, p. 456-457.

251- Conséquences de l'indétermination du montant et du débiteur de la commission de l'agent immobilier, note sous cour d'appel de Paris, 12 septembre 2002, AJDI, n° 6/2003, p. 455-456.

252- Conséquences de l'insuffisante détermination du montant de la commission de l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 juin 2002, AJDI, n° 5/2003, p. 370-371.

253- Rémunération de l'agent immobilier : la déterminabilité de la commission suffit, note sous cour d'appel de Paris, 5 juillet 2002, AJDI, n° 5/2003, p. 368-369.

254- Défaillance de la condition suspensive d'obtention d'un prêt immobilier et droit à commission de l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 janvier 2002, AJDI, n° 9/2002, p. 631-632.

255- Expertise amiable de comptes de gestion litigieux et limite de la mission du vérificateur, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 11 décembre 2001, AJDI, n° 7-8/2002, p. 550-551.

256- Absence de mandat préalable et rémunération de l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 octobre 2001, AJDI, n° 2/2002, p. 156.

257- La liberté individuelle d'association entre restrictions tolérées et atteintes prohibées, note sous Cass. Ass. plénière, 9 février 2001, JCP, éd. N. et Imm., 2001, p. 1301-1305.

258- La conformité à la C.E.D.H. de la loi de validation du 1<sup>er</sup> avril 1996, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 juin 2000, 2 arrêts, LPA, 5 mars 2001, n° 45, p. 12-17.

259- Conséquences de l'indétermination du montant et du débiteur de la commission de l'agent immobilier dans l'acte de vente, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 octobre 2001, AJDI, n° 2/2002, p. 154-155.

260- Devoir d'information à l'égard de l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 mai 2001, AJDI, n° 12/2001, p. 1014-1015.

261- Nullité du mandat et rémunération de l'agent immobilier, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 6 mars 2001, AJDI, n° 11/2001, p. 919-920.

262- Autonomie de la garantie financière des agents immobiliers, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 décembre 2000, AJDI, n° 9/2001, p. 730-731.

263- Agent immobilier : de la nécessité d'un mandat écrit, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 décembre 2000 (2 espèces), AJDI, n° 7-8/2001, p. 638-639.

264- Critères et enjeux de la distinction entre bail et contrat d'hôtellerie, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 octobre 1999, LPA, 16 novembre 2000, n° 229, p. 19-22.

265- Vente de meubles à fabriquer : le contrat est formé dès qu'il y a accord sur les éléments essentiels, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 1<sup>er</sup> juin 1999, D. 2000, jur., p. 622-624.